

NOUVELLE RECHERCHE AU CERl

Une nouvelle recherche est lancée au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques. Elle donnera lieu à diverses réunions de travail, à un colloque et à plusieurs publications, entre autres dans les présents Cahiers. Elle porte sur :

LA TURQUIE ET L'AIRE TURQUE DANS LA NOUVELLE CONFIGURATION REGIONALE ET INTERNATIONALE : MONTÉE EN PUISSANCE OU MARGINALISATION ?

OBJET

Il y a une dizaine d'années, un groupe d'observateurs s'interrogeait, dans le cadre de la problématique des nouvelles dynamiques du système international et de l'éventuelle montée en puissance de certains de ses acteurs, sur le négatif de ces situations présumées nouvelles, sur "des cas avortés de montée en puissance"¹, en l'espèce Inde, Indonésie, Zaïre et Turquie. Ils constataient que ces pays "crédités d'un brillant avenir et d'une position privilégiée dans l'équilibre global ou dans telle configuration régionale du système international" paraissaient être sur "la pente descendante du système international" et parlaient à leur propos de "reflux".

Pour ce qui concernait la Turquie, d'après les mêmes observateurs, le "sur-déterminant" initial de la politique extérieure turque, depuis la Deuxième Guerre mondiale, avait été la menace soviétique. Or force était de constater que le désir d'identification à l'Europe de l'Ouest l'avait empêché, par son côté excessif, de percevoir l'évolution du système international après la mort de Staline et s'était traduit par une indifférence à l'égard du Tiers Monde: le pays avait eu quelque peine à s'insérer dans la détente et il n'était pas parvenu, au cours de cette période, à s'intégrer à la nouvelle division internationale du travail.

*

En ce début de la dernière décennie du XXe siècle, on assiste au niveau global au "passage d'une bipolarisation idéologique stable et

¹ "Réflexions sur quelques cas avortés de montée en puissance", *Revue française de science politique*, vol.30, n°2, avril 1980, p. 388-395.

relativement prévisible en termes de comportements à un système monodéologique complexe et relâché tant au niveau de ses normes que de son fonctionnement" (Laïdi). Dès lors on peut s'interroger sur l'avenir des systèmes et sous-systèmes régionaux et sur la reconstruction ou la construction des modes de légitimation internationale "nourris jusque là des polarisations (Est/Ouest) ou des asymétries (Nord/Sud)".

On assiste aussi, comme l'observait récemment A. Touraine, à la désarticulation (disons pour notre part à une menace de désarticulation) des sociétés nationales issues du modèle classique de la modernité qui a identifié croissance économique, ouverture politique et formation de la nation. Touraine voit une "démodernisation" dans la redéfinition en termes culturels du "social" séparé de l'économie. De tous côtés se forment des acteurs définis par ce qu'ils sont et non par ce qu'ils font. "Le champ social et politique se décompose et il ne reste plus, face à face, que l'économie internationalisée et des communautés définies par leur être particulier, à la fois par leurs traditions propres et par l'acceptation ou le rejet dont elles sont l'objet" (Touraine). La dislocation des "sociétés nationales" s'accompagne paradoxalement de la formation, autour de groupes ethniques rebaptisés "communautés", de nouvelles "sociétés nationales" dont l'histoire nous dira si elles sont vouées à être aussi éphémères.

*

Au cours de la décennie 1980, la Turquie s'est mieux insérée dans la division internationale du travail. La politique d'ajustement structurel du pouvoir qui a, depuis 1983, une vision économiciste des relations internationales, a "réussi" : accroissement de la crédibilité du pays sur les marchés internationaux, croissance des exportations et gestion de la dette ... Même s'il importe de relativiser la portée de ce succès, d'en souligner la fragilité et de rappeler que son coût social a été élevé et que l'agriculture en a été tenue à l'écart.

Sur le plan de la politique étrangère, malgré un resserrement des liens économiques (eux-mêmes instables et fluctuants en fonction des contextes) avec le monde arabe et musulman, l'affirmation de l'appartenance du pays au monde occidental ne s'est pas démentie, avec notamment la demande d'adhésion à la Communauté européenne renvoyée par cette dernière ... aux calendes grecques, si l'on peut dire. L'élite politique traditionnelle (la bureaucratie civile - notamment le ministère des Affaires étrangères qui a eu un poids primordial dans le processus décisionnel, tout au

La Turquie et l'aire turque : montée en puissance ou marginalisation ?

moins jusqu'à une date très récente - et militaire) qui fait du modèle occidental un exemple à suivre et voit facilement dans l'islam un danger, en vérité peu animée elle-même par l'idéal de la construction européenne, est toutefois résolument favorable à l'adhésion, dans laquelle elle voit des avantages politiques. La nouvelle élite au pouvoir, elle, voit surtout dans cette impossible adhésion des avantages commerciaux.

La dévalorisation stratégique dont la Turquie fut l'objet à la fin de la décennie 1980, une fois balayés les régimes communistes et abattues les frontières de l'Est européen, semble être "compensée" par deux phénomènes de nature et d'envergure distinctes. D'une part, l'invasion irakienne du Koweït qui risque d'ouvrir la voie à de nouvelles crises au Moyen-Orient, rappelle à l'Occident, soucieux avant tout de ses approvisionnements pétroliers, le rôle pivot d'Ankara pour sa sécurité. D'autre part et surtout les développements au Caucase et en Asie centrale où vivent des communautés turcophones (*turciques*) ayant des liens avec la Turquie - les flux transsociétaux ont été moins faibles qu'on ne pourrait le penser et sont appelés à connaître un nouvel essor - ouvrent de nouvelles perspectives à la diplomatie d'Ankara et donc à une hypothétique "montée en puissance" de *l'aire turque*. Hypothétique parce que nombreuses et fortes sont les contraintes qui pourront pousser cette zone dans la voie de la marginalisation et de l'exclusion, phénomène qui serait, en tout état de cause, lourd de conséquences pour la sécurité et la stabilité en Europe et en Asie. Mais, que l'on retienne l'hypothèse de la montée en puissance ou celle de la marginalisation, force est de constater la réapparition d'une *aire turque* occultée par l'histoire.

Cette dernière, avec son extension territoriale allant des Balkans jusqu'au Xinjiang (*Turkestan de l'Est*) et ses quelque 150 millions de turcophones, est un contexte géo-stratégique dont l'importance va croissant. En Turquie, depuis la création de l'État national, il était suspect d'évoquer le "monde turc", concept à forte connotation négative, lié aux mouvements panturcs (rassemblement des peuples turcs) voire pantouraniens (unité des peuples turco-mongols et finno-hongrois dans une synthèse antislave), mouvements et thématiques monopolisés par l'extrême-droite nationaliste turque et condamnés officiellement dès les années 1920 par Mustafa Kemal, soucieux de sauvegarder le dernier carré anatolien de l'Empire ottoman (les frontières établies par le *Pacte national*, rien de moins mais rien de plus) et de ne pas mécontenter l'allié soviétique contre l'impérialisme occidental. La grande majorité de l'intelligentsia, voire de la classe politique et de l'opinion publique, était d'autant plus réfractaire à ces mouvements et idéologies qu'ils

étaient utilisés par certains services spéciaux de Washington, dans les années 1970, dans le but de déstabiliser l'URSS de l'intérieur.

Or, depuis la crise transcaucasienne, notamment depuis l'intervention de l'armée soviétique en Azerbaïdjan, en janvier 1990 - bien accueillie en Occident -, quelque chose a changé en Turquie. Beaucoup d'hommes politiques ne ressentent aucune répugnance à utiliser désormais un vocabulaire qui n'a pas été le leur pendant les dernières décennies². De nouveaux concepts sont mis à l'honneur, ceux de turcité (c'est-à-dire le sentiment d'appartenance à un même groupe ethno-culturel), d'Islam, voire de "nationalisme culturel", en dépit des réserves officielles ("Les Azeris sont shi'ites et nous, nous sommes sunnites") ou de la prudence tactique ("Il ne faut pas précipiter la désagrégation de l'Empire soviétique").

A part ces récentes mutations, qu'y a-t-il de changé ? Deux développements d'une importance majeure pour la politique extérieure turque sont intervenus au cours des décennies 1970 et 1980 : la crise chypriote (1974) et la campagne d'assimilation forcée dont fit l'objet la communauté turque de Bulgarie (dont les effectifs se situeraient entre 300 000 et 1,5 million) à partir de 1985. La première a entraîné, pour la première fois dans l'histoire cinquantenaire de la République, une intervention armée à l'extérieur des frontières, en l'occurrence dans le nord de l'île, "afin de protéger la communauté chypriote-turque" ; la seconde a été l'origine d'un déploiement diplomatique d'Ankara dans les forums internationaux conventionnels (CSCE, OCI etc.), qui d'ailleurs n'a pas toujours trouvé d'échos favorables. La situation des Chypriotes Turcs - sans parler de celle des Turcs de Thrace occidentale qui fait partie du lourd contentieux turco-grec, et qui a son pendant avec la situation des Grecs de Turquie - et des Turcs de Bulgarie a néanmoins contribué à changer les mentalités ; elle a suscité un intérêt grandissant pour les "Turcs de l'extérieur".

Dans ce travail collectif interdisciplinaire, nous mettrons l'accent sur le poids de l'histoire, mais aussi sur les développements récents qui évoluent plus vite que l'analyse ; nous nous efforcerons d'apporter des réponses aux questions énoncées ci-après, et qui portent sur des zones très sous-étudiées jusqu'ici (moins en France grâce notamment aux travaux de feu Alexandre

² Cf. "La crise transcaucasienne vue de Turquie" (Dossier constitué par Yvette Bénéusiglio), *CEMOTI*, n°10, juin 1990, p. 55-68.

La Turquie et l'aire turque : montée en puissance ou marginalisation ?

Bennigsen et de son équipe) ; ces questions sont loin de couvrir tout le champ possible et certaines relèvent de la prospective politique.

QUESTIONS

- Sans aller jusqu'à parier sur la décomposition totale de l'"Empire" soviétique, on peut d'ores et déjà avancer que la montée des mouvements centrifuges qui poussent à sa désintégration semble être un processus irréversible. Quelle en sera l'ampleur et quels en seront ses effets en Azerbaïdjan et dans les "Républiques musulmanes" presque toutes turcophones - Kazakhstan, Kirghizie, Turkménistan, Ouzbékistan, pour nous limiter aux quatre grandes - sans parler des zones habitées par d'autres turcophones comme les Tatars, les Bachkirs, les Meskets etc. Cet espace culturel est-il susceptible de se transformer en un espace politique ?

- La politique de russification de Staline s'est heurtée à de nombreuses résistances. En revanche, sa politique de fragmentation des peuples musulmans d'URSS (*rasmiejevanie*) en "nationalités" à base territoriale peut être considérée comme un "succès" (La sédentarisation forcée aurait fait près d'un million de morts entre 1920 et 1930 au Kazakhstan). Quelles seront les dynamiques autonomistes et intégrationnistes de ces communautés à forte historicité et majoritairement sunnites ? Comment se traduira la prétention à l'hégémonie régionale de l'Ouzbékistan (la communauté musulmane la plus nombreuse de l'URSS) ? Quelle sera l'évolution des conflits communautaires et des contradictions "secondaires" (Ouzbeks contre Kirghizes et Meskets)

- Quelle a été et quelle sera l'évolution idéologique des divers mouvements panturcs en Russie/URSS et en Turquie ? En Turquie, on assiste depuis 1980 au reflux du mouvement proto-fasciste lié aux idées panturques, malgré le net glissement à droite de l'axe politique. Les revendications nationalitaires en Asie centrale donneront-elles aux idéologies panturques voire pantouraniennes une vigueur renouvelée ? Quel pourrait être l'impact d'une possible réactivation des mouvements panturcs en Turquie sur le système politique turc ? Sans prendre la forme du panturquisme traditionnel qu'interdisent l'héritage kémaliste mais aussi le rapport de force défavorable à la Turquie, de telles idées gagneront-elles du terrain en Turquie et en Asie ? Le glissement sémantique s'opérera-t-il du "culturel" vers le "politique" chez les acteurs politiques de ce champ ?

- Quel est le système identitaire des communautés spécifiques de la diaspora des musulmans de Russie installées en Anatolie (Tatars, Kazakhs, Ouzbeks, Azeris, Kirghizes etc.) évaluées - avec leurs descendants – à environ deux millions de personnes ? Quel est leur degré d'insertion dans la société turque et quel rôle y jouent-elles ?³

- L'un des éléments essentiels du fonds culturel d'une communauté est "la mémoire collective où certains événements sont retravaillés et d'autres oubliés afin de constituer un patrimoine motivant incluant très fréquemment un traumatisme provoqué par une violence réappréciée ultérieurement et pouvant engendrer: soit de nouvelles violences, soit la crainte d'une menace réelle ou fictive" (D. Martin). Quel sera le processus de la construction identitaire et des identifications au Caucase (Azerbaïdjan/Arménie) riche, si l'on peut dire, en "événements-traumatismes qui structurent l'imaginaire politique" (Bayart) et en Asie centrale ?

- Le débat (ou plus exactement l'absence de débat due au terrorisme intellectuel ici et là-bas) sur les événements de 1915, dans lesquels les uns voient un "génocide", les autres "massacres de part et d'autre", renvoie en fait à la question du partage de l'Empire ottoman : la référence est le traité de Sèvres pour les uns, le traité de Lausanne pour les autres. Quelle sera l'évolution de cette question en Arménie, dans la diaspora arménienne, en Union soviétique (la sous-représentation "musulmane" dans l'appareil étatique soviétique contraste avec la sur-représentation arménienne), dans le monde occidental et dans le monde turc ? Comment évolueront les rapports entre la Turquie et l'Arménie soviétique, pour laquelle le voisin turc est une passerelle obligée vers le monde occidental ?

- La problématique de la "modernisation" posée en termes d'"occidentalisation" ou d'"européanisation" date pratiquement de la même époque en Russie et dans l'Empire ottoman (Pierre le Grand et Selim III) ; elle semble avoir été reprise aujourd'hui par Gorbatchev à travers la notion de "maison commune européenne" qui s'inscrit dans l'esprit d'une autre formule non moins ambiguë, l'"Europe de l'Atlantique à l'Oural", mais qui exclut vraisemblablement le monde musulman "soviétique". Comment évolueront les rapports à l'Occident des élites russes, elles-mêmes divisées en europhiles et slavophiles, et des élites turques ?

³ Cf. le projet de recherche sur "*Muhacirs* de Turquie pluralisme culturel, identité nationale et panturquisme" de Marie-Claude Brulhardt (1990, multigr.).

La Turquie et l'aire turque : montée en puissance ou marginalisation ?

- La politique occidentalocentriste et européenne-centriste de la Turquie conduira-t-elle au mieux à la *lunipeneuropéanisation* de la Turquie, au pire (selon) au rejet constant par Bruxelles de sa demande d'adhésion, rejet dans lequel (à côté d'autres éléments, comme la démocratie politique, les droits de l'homme, la libre circulation des travailleurs etc.) le facteur culturel joue un certain rôle ? Comme avec les pays maghrébins, les rapports de la CEE avec le partenaire turc garderont-ils leur nature "coopérative en surface, conflictuelle en profondeur" ? Quel sera le poids de la communauté émigrée turque - traversée par de multiples courants politiques - en Europe occidentale (2,5 millions d'individus, soit un immigré sur quatre) dans ces relations difficiles

- Les Turcs de Bulgarie libérés du carcan totalitaire pèseront désormais d'un plus grand poids dans le nouveau rapport de forces balkaniques ; ils ont d'ores et déjà un poids dans la vie politique bulgare. Les Turcs sont présents en Yougoslavie, sans parler de la Grèce et de la toute jeune république de Gagaouzie (Turcs chrétiens) de la Moldavie. Comment évolueront les relations interethniques dans les Balkans ? Comment la Turquie gère-t-elle et gèrera-t-elle sa propre "question ethnique" (un habitant sur cinq de la Turquie est un Kurde) qui perturbe son système politique et qui connaît une régionalisation à l'échelle du Moyen-Orient ?

- On a pu parler du "passage de la politique américaine de l'ère hégémonique à l'ère prédatrice, autrement dit du passage de la domination légitime à la recherche de gains économiques unilatéraux destinés à enrayer le déclin relatif de sa puissance" (Laïdi). Comment ce "déclin" affecte-t-il les relations des Etats-Unis avec la Turquie, Etat-client, à l'heure où les considérations militaires de l'"État prédateur" continuent à occuper une place importante dans sa stratégie au Moyen-Orient ? Quelle est la nouvelle vision américaine de la (des) question(s) des nationalités en URSS ?

- La Turquie contrôle une partie de la Méditerranée orientale et les Détroits ; elle a un voisinage avec l'URSS instable (2100 km de frontières territoriales et maritimes), avec l'Iran, l'Irak et]'"espace syrien". Comment assumera-t-elle le rôle "stabilisateur" qui lui est assigné dans la nouvelle stratégie occidentale (OTAN, Etats-Unis, Communauté européenne) au Moyen-Orient?

- On assiste à une sourde rivalité depuis les Safavides et les Ottomans, entre la Turquie et l'Iran, deux puissances régionales qui se tiennent l'une l'autre en respect. L'Iran est d'autant plus réfractaire à la

constitution d'une zone turque qu'un habitant sur quatre de son territoire est un Azeri et qu'il a une longue frontière avec le Turkménistan sunnite. Comment les secousses de la décomposition de l'Union soviétique se ressentiront-elles au Moyen-Orient et quel sera le nouveau rapport de forces dans cette région névralgique, surtout après la guerre du Golfe et l'instabilité de l'Irak qui font, entre autres, de la question kurde l'un des problèmes centraux de la zone ? Y aurait-il un "irrédentisme turc" envers les régions de Mossoul et de Kirkouk où vit une communauté turkmène ?

- Une autre question essentielle concerne la démographie. De 50 664 458 habitants en 1985, la population de la Turquie est passée à 57 163 085 habitants en 1990 (avec un taux de croissance de 2,4 %, le plus élevé d'Europe). Les projections de l'ONU et du Bureau of Census prévoient une stabilisation de la population de la Turquie aux environs de 90-95 millions vers l'an 2025-2030. Les Républiques musulmanes ont le taux de natalité le plus élevé parmi les Républiques de l'Union soviétique. En 1990, les "musulmans" représentent près de 42 % du nombre total des Soviétiques entrant sur le marché du travail et près de la moitié des nouveaux conscrits de l'armée. Quelle sera l'évolution sociale, économique et culturelle de cette force humaine ?

- Un ancien-nouveau clivage Occident (judéo-)chrétien/Orient musulman attisé par les uns et par les autres, d'autant plus redoutable qu'il recoupe le clivage Nord/Sud, est-il en train de se substituer au clivage Est/Ouest ? Quel pourrait être l'impact d'un tel clivage dans l'axe culturel en question, qui va de la Macédoine (voire des banlieues de Bruxelles), jusqu'aux confins de la Sibérie ?

- Un habitant sur cinq de l'URSS est un musulman. Selon les projections des démographes, en l'an 2000, un habitant sur quatre sera un musulman. "Atout ou défi" pour l'URSS ? L'islam est-il un élément d'identification au Caucase et en Asie centrale ? Comment se situe-t-il par rapport aux nationalismes azéri, ouzbek, kirghiz ou panturc, compte tenu aussi du fait qu'environ cinq millions des Turcs de l'Asie centrale se réclament de l'une des quatre religions suivantes : christianisme, judaïsme, bouddhisme, chamanisme ? Quel sera l'impact du panislamisme et des avancées islamistes iraniennes, pakistanaise, afghane dans cette zone ? Quels sont les poids respectifs des islams officiel, populaire et parallèle dans les "Républiques musulmanes" ? Quel est l'attrait du modèle kémaliste de laïcité dans cette zone ?

La Turquie et l'aire turque : montée en puissance ou marginalisation ?

- La population ouïghoure du Xinjiang, qui entretient des rapports difficiles avec les Hans, est évaluée à 7 ou 8 millions d'habitants. Minoritaire dans le nord, elle est largement majoritaire dans le sud du Xinjiang qui recèlerait des ressources énergétiques importantes. Quelle sera l'attitude du pouvoir chinois envers cette question ; plus généralement, quelles seront les réponses chinoise, indienne (pays voisin et comportant une forte communauté musulmane) et de la puissance économique nipponne vis-à-vis de l'émergence et de l'autonomisation du monde turc ?

- L'espace *turc* accuse un retard considérable dans les domaines industriel et technologique : cela concerne en effet aussi bien la Turquie (*late-industrializing country*) que, bien entendu, les Républiques d'Asie centrale, laissées-pour-compte de la *perestroïka*, écologiquement sinistrées et condamnées à la monoculture du coton. Quelles sont la pertinence et la viabilité des recherches alternatives turques de zones d'échanges économiques régionaux ? La Turquie est-elle susceptible de devenir la "porte" de et vers l'Est ? Quel pourrait être l'apport de l'Occident - et plus particulièrement de la France - en matière de décolonisation et de coopération économique ?

S.V.